

SAMIR AMIN

LE CONCEPT D'ECONOMIE COGNITIVE

Une lecture critique

Le statut de la connaissance

Le discours à la mode place la science et la connaissance au centre de sa réflexion sur ce que les formes modernes de la production comporteraient de « nouveau ». On parle de l'émergence d'un « capitalisme cognitif » qu'on oppose au « capitalisme industriel » d'hier. Les abus fréquents de ce discours et, souvent son manque de rigueur théorique, procèdent de la généralisation sans précaution d'observations éparses et partielles.

Avant d'entrer d'emblée dans ce débat il est utile de préciser le statut de la science et de la connaissance, dans la société en général, dans l'organisation de la production (donc du travail) en particulier.

La production scientifique (celle des connaissances théoriques et appliquées) a toujours été relativement autonome mais néanmoins articulée à l'organisation de la production. Elle a toujours été, en partie, extérieure à la sphère de la production, surtout en ce qui concerne la recherche fondamentale, mais également les connaissances artistiques, philosophiques, culturelles. Cela ne signifie pas que la pratique (des paysans, des artisans, des militaires, des constructeurs) n'ait pas tout également été à l'origine de bien des mises au point (appliquées) et l'inspiratrice de réflexions théoriques.

Les luttes conduites pour le contrôle de la connaissance ne sont pas chose nouvelle (luttes de classes, luttes entre nations). Contrôle à la source (par celui des centres de production des connaissances) ou en aval, dans l'organisation de la production.

Dans ces luttes l'argument éthique a toujours trouvé la place qui est la sienne : estime-t-on que le savoir est un bien commun dont l'accès doit être ouvert le plus largement à tous, à l'échelle de l'humanité entière ? Ou qu'il doit servir les intérêts de ceux qui peuvent se l'approprier ?

Cet argument éthique (pour ou contre l'égalité) se combine avec un argument d'apparence pragmatique concernant les incitations à la recherche et à l'innovation. Pour les tenants de l'individualisme extrême (la société n'est rien que la somme des individus et ceux là toujours et exclusivement égoïstes) la recherche du profit (individuel) constitue le moyen le plus efficace de promouvoir l'innovation. Point de vue banal des capitalistes, souhaitant contrôler la recherche et pour cela la privatiser, à leur profit. Combiné avec la théorie du capital humain approprié par les individus l'argument propose la privatisation (payante) de l'éducation. On est proche du modèle des Etats Unis.

L'aliénation marchande dans la conceptualisation du « savoir » est portée à l'extrême dans les « théories » economicistes qui traitent le savoir comme un « capital humain » approprié par l'individu. L'économie conventionnelle qui le propose est ici victime du degré extrême de l'aliénation propre qui la caractérise (un parallèle s'impose : aliénation analogue à celle qui fait accepter que A donne A' sans passer par P, « l'argent fait des petits » !). En fait, le savoir

est largement « diffus » dans la société, maîtrisé à des degrés divers par les classes et les individus, les « chercheurs » ou les « simples travailleurs qui en font usage, l'ont intériorisé etc.

A partir de là on propose évidemment la « brevetabilité » non seulement des applications, mais même des « idées » !!! Stratégie visant à émietter la société, faire perdre le sens des solidarités nécessaires (de classes, à l'échelle nationale, à l'échelle universelle), analogue à l'accès à la propriété (du logement, de l'actionnariat populaire etc.) par les effets politiques réactionnaires attendus.

Il n'y a rien de bien « nouveau » dans cet argumentaire réactionnaire de toujours. Ces conclusions réactionnaires sont néanmoins souvent présentées comme des déductions faites à partir de l'observation de ce qui serait « nouveau », en rapport avec une lecture particulière de la « révolution scientifique et technologique ».

Contrôle des connaissances et contrôle du travail social

Il n'existe pas de société dans laquelle les classes dominantes aient pu l'être sans exercer leur contrôle sur le travail social. Ce contrôle s'exerce de manières différentes, mobilise à cet effet une multitude d'instruments complémentaires, efficaces (violence politique, marchés etc.) et capables de se draper dans une légitimité consensuelle (par le moyen d'aliénations idéologiques convenables).

Dans les systèmes anciens le contrôle opère pour l'essentiel par celui du pouvoir (tributaire) accompagné des moyens de sa légitimisation idéologique généralement de type religieux. Ce contrôle s'exerce alors par ce moyen. Les connaissances investies dans les productions paysannes et artisanales sont les produits historiques de l'expérience des peuples en question. Mais les résultats que la mise en œuvre de ces connaissances permet d'obtenir sont attribuées, par les idéologies tributaires traditionnelles, à l'intervention de forces surnaturelles dont la « connaissance » est accaparée par les clercs au pouvoir.

Le capitalisme fonctionne d'une autre manière. La connaissance, scientifique et technologique, est libérée de ses origines surnaturelles mystérieuses. Le savoir est « laïcisé ». Mais alors la bourgeoisie est contrainte de développer des méthodes de contrôle direct de la production de savoirs, en amont, par le contrôle des centres publics de recherche et/ou leur mise sous la tutelle directe des entreprises capitalistes (par la privatisation de la recherche). Elle est aussi contrainte en aval de réduire au maximum la maîtrise de l'usage des savoirs par les producteurs directs.

Dans le capitalisme historique la tendance a donc toujours été à dépouiller les travailleurs (de l'industrie) de la maîtrise des connaissances mises en œuvre. Mais ce moyen de contrôle direct de la connaissance n'a pas toujours suffi pour discipliner le travail. Aussi voit-on des combinaisons de ces différentes méthodes complémentaires se succéder dans le temps. Comme le font observer justement Vercellone et Herrera, on signalera :

- (i) La phase du *putting out*: le travailleur reste qualifié, il est contrôlé par le marché (fourniture en amont, commercialisation en aval).
- (ii) La phase de la grande industrie manufacturière du XIXe siècle : le travailleur est réduit au statut de salarié contraint de vendre sa force de travail (la contrainte monétaire bien connue). Mais l'ouvrier reste ici qualifié.

- (iii) La phase tayloriste-fordiste caractérisée par la perte de qualification et l'appropriation de la connaissance par les directions techniques (référence aux travaux de Harry Bravermann).
- (iv) Aujourd'hui, avec la réapparition de travailleurs sortant du salariat mais pas du marché, la sous traitance et la précarité, mais aussi la récupération (par certains segments du monde des travailleurs) de connaissances, on retrouve à nouveau la mise en œuvre du contrôle par le marché et la finance. Quel est le rapport de cette « nouveauté » avec la révolution technologique en cours ?

Quoi de neuf ?

Si le fait qu'il y a du « nouveau » est incontestable (à quelle étape de l'histoire moderne il n'y aurait eu « rien de nouveau » !) il est nécessaire de demeurer vigilant et critique à l'égard de généralisations hâtives, extrapolées à partir d'observations justes mais partielles, concernant parfois et peut être des phénomènes éphémères. Il y a toujours le danger de confondre le structurel et le conjoncturel. Cela rend difficile le partage entre ce qui est véritablement nouveau, qualitativement, appelé à se déployer toujours davantage, et ce qui n'est que forme nouvelle de réalités anciennes. Cela rend difficile la détection des raisons de l'apparition de ce « nouveau » : est-elle l'expression d'exigence objective nouvelle ? de quelle exigence : celle du déploiement de la logique du progrès des connaissances ? ou celle de la valorisation du capital ? est-elle le résultat de stratégies particulières mises en œuvre par le capital ?

Dans l'examen de ces questions j'écarterai, pour ma part, les affirmations – rapides – qui ne témoignent que d'un abandon pur et simple des principes de la dialectique matérialiste. J'en donne deux exemples :

- (i) l'affirmation que la connaissance n'est plus incorporée ni dans le travail, ni dans les machines (cf Antonella Corsani). Encore une fois l'âme séparée du corps !
- (ii) la confusion – dans le langage écrit – de la valeur et de la richesse et la substitution d'un terme à l'autre.

Je centrerai donc mes commentaires sur quelques ensembles de questions qui me paraissent effectivement faire problème et dont la discussion pourrait contribuer à préciser la nature de ce qui est nouveau.

Je partirai d'une présentation d'une sorte de catalogue des idées « nouvelles » en circulation concernant les problèmes en question, ce qui permettra ensuite de faire mieux ressortir les lectures, réserves, nuances et propositions d'analyse différentes critiques (notamment à partir de positions inspirées de la tradition marxiste).

Le « catalogue » en question pourrait comporter un certain nombre de titres qui sont :

- (i) L'affirmation que nous vivons un moment de révolution scientifique et technologique, opérant au moins dans quatre directions : l'informatique, la biogénétique, l'espace, les énergies nouvelles.
- (ii) L'affirmation que l'informatisation a ouvert et peut être même « imposé » l'émergence de formes nouvelles dans l'organisation des processus de production, invitant à substituer à la « grande usine » un foisonnement d'unités autonomes, hiérarchisées, faisant appel à la sous traitance etc. On range parfois ces

transformations dans une rubrique plus générale intitulée « substitution de rapports horizontaux de réseau aux rapports verticaux de hiérarchie ».

- (iii) L'affirmation que cette révolution en cours est portée par un approfondissement qualitatif de la contribution de la « connaissance » à la productivité du travail social qui imprègne une masse grandissante de travailleurs, notamment évidemment dans les nouvelles branches clés de la production moderne. De là le qualificatif de « production cognitive ».
- (iv) L'affirmation de l'existence d'une relation étroite qui relie ces transformations à celles qualifiées de « financiarisation » du système capitaliste, laquelle se traduit ici par la transformation de l'entreprise elle-même en marchandise, par l'émergence de nouvelles formes de gouvernance de l'entreprise (en particulier l'affirmation prioritaire des droits de propriété des actionnaires) et par l'essor des marchés boursiers.
- (v) L'affirmation de l'existence d'une relation étroite qui associe ces processus à la « mondialisation », c'est à dire à une plus grande ouverture internationale, devenue « objectivement incontournable », laquelle s'exprime dans le déclin du rôle des Etats et des nations.
- (vi) L'affirmation – fréquente mais pas générale – que « l'économie cognitive » crée les conditions d'une « réappropriation des connaissances par les travailleurs » (le savoir n'étant plus un monopole de classe). Cette réappropriation est ici encore associée à la substitution de rapports horizontaux de coopération entre les travailleurs aux rapports verticaux hiérarchies. Cette affirmation transforme les consciences sociales substituant aux anciennes consciences de classes, en voie de disparition, celle de la « multitude » (Negri) des individus devenant « sujets de l'histoire ».
- (vii) L'affirmation que l'ensemble de ces processus remet en question le statut de la loi de la valeur (à la Marx).

Il n'y a pas de doutes que beaucoup des phénomènes décrits constituent des constatations évidentes, peu discutables par elles-mêmes. Leur traitement théorique me paraît par contre très généralement déficient, fondé sur un abandon sans justification acceptable de la dialectique matérialiste au profit d'un réaligement sur les méthodes de la logique formelle de l'économie bourgeoise. Par ailleurs beaucoup des « conclusions politiques » tirées de ces constats ne tiennent que si d'autres aspects importants de la réalité du fonctionnement du système sont systématiquement gommés, exclus des raisonnements tenus.

J'ai donc personnellement – avec d'autres bien entendu – beaucoup de réserves pour le moins qu'on puisse dire à l'égard de cette nouvelle « théorisation globale » du capitalisme contemporain.

J'exprimerai ces réserves dans les points suivants :

- (i) Je récusé sans réserve le concept même « d'économie cognitive ». Toutes les économies le sont et l'ont toujours été. L'émergence de ce concept « d'économie cognitive » est commandée nécessairement par l'abandon injustifié de la

conceptualisation du travail social, seul « facteur de production », au profit de la théorie bourgeoise formelle et scolastique de la multiplicité des facteurs de production.

- (ii) Cela étant le fait que dans un moment de révolution technologique comme le nôtre « les investissements de recherches » prennent une dimension décisive, ne constitue guère qu'une évidence plate. Que cette explosion et généralisation de la recherche théorique et appliquée soit associée au renversement des proportions qui gèrent le partage du travail social entre les départements I et II, au moins dans deux sur quatre des directions nouvelles de l'expansion de la production (voir annexe 1), n'implique en rien qu'on en tire la conclusion rapide que la « production serait devenue immatérielle ». « l'immatériel » (la connaissance, la recherche) et « le matériel » (sa traduction en processus de production) sont toujours associés et jamais substituables l'un à l'autre. Les séparer c'est encore une fois séparer l'âme du corps!
- (iii) Dans cette perspective le contrôle de la recherche par le capital, qui a toujours constitué l'un des objectifs majeurs de la politique du capital, prend une dimension plus décisive que jamais. Or les faits, dans ce domaine, signalent non pas un affaiblissement de ce contrôle privant la bourgeoisie du monopole du savoir, mais un renforcement de celui-ci.
- (iv) Dans cette perspective également on ne peut ignorer les stratégies développées par le capital pour affaiblir le front des travailleurs exploités. L'émiettement des formes de travail, la précarisation, le foisonnement des modes d'organisation de l'entreprise, les délocalisations, constituent les éléments visibles de cette panoplie.
- (v) Dans ces conditions la contradiction entre la capacité de produire et celle de consommer la production, qui s'exprime à travers la répartition plus inégale du revenu au profit du capital (laquelle est aussi en grande partie cause et effet de la financiarisation), est croissante. La solution capitaliste de cette contradiction passe par l'enflure du département III d'absorption du surplus, ce qui donne les apparences d'une « production immatérielle » prenant davantage d'ampleur. Ce que ne discutent pas les défenseurs de la vulgate critiquée, et qui devrait être placé au centre des débats, c'est la composition de ce département III. De quels types de « services » s'agit-il ? D'activités socialement utiles (éducation, santé) ou d'activités parasitaires (polices privées, armadas d'avocats à la manière des Etats Unis) ? Comment ce gonflement s'articule à la fois aux exigences de la valorisation du capital et à l'affaiblissement du front du travail émietté plutôt qu'à un « progrès social » répondant à des critères humanistes transc capitalistes.
- (vi) La mondialisation dans ses formes nouvelles n'est pas une exigence objective incontournable du développement des forces productives mais largement le produit de stratégies du capital.

Elle a pour effet non pas la réduction de l'écart centres/périphéries mais au contraire son accentuation. Elle opère à travers ce que j'ai qualifié des cinq monopoles nouveaux des centres (l'accès aux ressources naturelles de la planète, le contrôle de l'innovation

technologique, le contrôle des flux financiers mondialisés, le contrôle des communications et de l'information, l'affirmation du monopole des armements de destruction massive), prenant le relais du monopole de la production industrielle. Ces monopoles nouveaux garantissent le contrôle de la mondialisation par la triade impérialiste, organisent la centralisation du surplus au bénéfice du capital dominant, ruinent les possibilités de « rattrapage » par les pays dits « émergents ».

Simultanément ce contraste centres/périphéries annihile pour les périphéries une grande partie de la réalité des transformations concentrées dans les seuls centres du système. Ici, dans les périphéries, les formes anciennes de taylorisation des processus productifs, industriels « classiques », sont en plein développement, pas en retraite devant les formes nouvelles d'organisation de la production.

- (vii) La « financiarisation » trouve également sa place dans les stratégies du capital. Sans doute celle-ci exprime-t-elle le stade ultime de l'aliénation marchande : l'argent peut faire des petits sans passer par la production. Mais, avec Dockès et Chesnais, je la lis comme une stratégie de rétablissement du contrôle du grand capital sur des capitaux émiettés, les « hauteurs financières » à la Braudel par lequel le capitalisme se définit dans sa réalité historique, en contrepoint avec l'affirmation de la vulgate qui réduit le capitalisme à un « marché généralisé ». Avec Braudel (après Marx) je définis le capitalisme comme l'expression du monopole de la « grande propriété » (« financière ») et non du marché dominant.(voir le chapitre consacré à ce sujet).

La marchandisation de l'entreprise (perdant de ce fait son caractère d'agent social propre, centre de solidarités, voire de connivences, entre ses propriétaires, ses directions, ses employés, ses clients) fait partie de ces stratégies.

A l'échelle globale la mondialisation financière doit également être entendue comme la stratégie du capital visant à rendre autonome son cycle de valorisation par rapport au procès de travail (Vercellone).

- (viii) Dans ce cadre j'accepterai sans réserve les propositions de Dockès dessinant les grandes étapes du déploiement du capitalisme analysé du point de vue des rapports production/réalisation, soit :
- Le capitalisme libéral et industriel (1770-1880) : la demande effective ne vient pas des salariés (minimum vital ouvrier) mais des paysans, classes moyennes, des marchés extérieurs (la Grande Bretagne détruit l'industrie indienne pour exporter les produits de son industrie nouvelle).
 - Le capitalisme monopoliste, qui se constitue dans la crise 1895-1929. La grande crise 1929 est la première d'un système désormais basé sur le salariat dominant (Joshua). Keynes a compris la nature qualitative de cette transformation.
 - Le néo-capitalisme (faute de mieux) qui est un retour au méta-capitalisme (à la Braudel) se manifestant par le retour au pouvoir dominant de la grande finance. La demande ne vient plus des salaires (stagnants), mais des « effets de richesse » des classes moyennes actionnaires.

Le modèle de ce néo-capitalisme, fondé sur l'inégalité croissante continue (sociale et internationale) n'est, à mon avis, guère que conjoncturel. Il ne constitue pas une alternative structurelle viable à terme.

(ix) Je ne crois pas qu'on soit contraint, dans ces conditions, d'accepter les analyses de la « crise de la loi de la valeur » (marxiste) proposées par certains auteurs contemporains qui se rangent néanmoins dans le camp des critiques du capitalisme.

Si l'essor des marchés boursiers doit être interprété comme le basculement du procès de valorisation d'une logique de création de la valeur centrée sur le temps de travail à une logique de cette création centrée sur le temps de circulation du capital, faut-il rappeler que Marx associe (et non dissocie) les deux temps de la production (qui seule crée la valeur) et de la circulation, et que cette intervention du temps commande la répartition de la plus value.

La question de la réduction du travail complexe au travail simple ne fait pas plus problème aujourd'hui qu'hier pour qui inscrit son analyse dans le cadre du concept de « productivité du travail social ». La mesure du temps de travail, que certains disent « faire problème » aujourd'hui l'a toujours fait, pour certains secteurs d'activité. Par exemple la « valeur » (qualité) des soins médicaux (appréciés par leurs résultats) ne dépend ni du temps passé en cabinet, ni du nombre des visites/jours du médecin. Ici effectivement les « connaissances » sont intériorisées, rendant également ici le « contrôle » par le capital plus malaisé. Mais peut-on généraliser cette situation à la grande majorité des travailleurs – producteurs directs d'aujourd'hui ? Certainement pas. Ici le temps de travail, dans l'entreprise ou même en dehors (pour ce qui concerne des travailleurs libres en sous-traitance, non salariés mais non extérieurs au marché) continue à être parfaitement visible, significatif et mesurable.

(x) Il y a bien « crise de la loi de la valeur ». Mais j'analyse celle-ci d'une manière qui n'a pas grand chose à voir avec les débats évoqués plus haut.

Pour moi crise de la loi de la valeur et crise du capitalisme sont synonymes. Parce que la loi de la valeur constitue la colonne vertébrale du capitalisme dont elle commande directement la reproduction dans sa dimension économique et indirectement celle-ci dans toutes les autres dimensions de la vie sociale. La crise du capitalisme – ce que j'appelle le « capitalisme sénile » devenu obsolète – invite à penser « l'après capitalisme » à l'ordre du jour. Car ce système doit être dépassé, le sera d'une manière ou d'une autre. Mais il peut l'être de manières différentes, soit que sa contradiction fondamentale trouve sa solution par la construction d'une alternative socialiste – un système social plus avancé dans la voie de l'émancipation humaine – soit qu'elle la trouve par la construction d'une nouvelle société fondée sur davantage d'oppression. Dans un cas comme dans l'autre la loi de la valeur cède la place à un autre mode de régulation de la reproduction sociale.

Dans l'hypothèse favorable du succès de l'alternative (le socialisme du XXI^e siècle) la loi de la valeur est appelée à dépérir – non pas à être « abolie » par décret du pouvoir « socialiste ». Dépérir progressivement au fur et à mesure que l'espace de la gestion économique et sociale géré par les principes de l'échange marchand cède la place à d'autres modes de cette gestion, au fur et à mesure que la socialisation par la démocratie se substitue à la socialisation par le marché. Lesquels ? Encore une fois je dirai que la dialectique matérialiste des luttes répondra à la question. Encore une fois je dirai que l'imaginaire de l'utopie critique peut contribuer à orienter les luttes dans des directions qui produisent l'invention de cette alternative.

Dans l'hypothèse de la dérive non maîtrisée (la transformation par la décadence en lieu et place de la révolution, l'hypothèse d'auto destruction de Marx) le capitalisme céderait la place

à « l'apartheid à l'échelle mondiale », une sorte de système néo-tributaire fondé sur le racisme (le « choc des cultures »). J'ai proposé un « schéma » de la reproduction économique d'un système de ce modèle, fondé sur des « pseudo-valeurs » déterminées par l'autorité politique. Je renvoie le lecteur à ce que j'ai écrit sur le sujet (Samir Amin, *Critique de l'Air du Temps*, 1997).

Mon analyse s'inspire – correctement je l'espère – de la méthode de la dialectique matérialiste. Un système n'est pas dépassé par le déploiement de processus évolutionnistes comme le conçoit la logique formelle de la pensée bourgeoise, mais à travers l'explosion de sa contradiction fondamentale grandissante créant les conditions pour l'émergence d'un système qualitativement nouveau.

L'hypothèse évolutionniste par contre inspire bel et bien, à mon avis, les développements de ceux qui, précisément comme j'ai voulu le montrer ici, pensent la loi de la valeur déjà dépassée, les conflits de classes et nations déjà dépassés, les travailleurs s'étant réappropriés la connaissance déjà aux postes de commande, l'individu étant déjà devenu le sujet de l'histoire. J'ai cité ici comme on le voit la méthode d'analyse de Negri.

L'une et l'autre de ces deux méthodes d'analyse, en opposition, conduisent à des propositions politiques elles également en opposition. La méthode évolutionniste préconise le « ne rien faire », « la non politique », invite à laisser les choses évoluer par elles mêmes, car elles évoluent dans le bon sens. Je dis, en contrepoint, que, laissée à elle même l'évolution s'engage sur la voie de la dérive terrifiante.

Avec beaucoup de militants très certainement je ne crois pas à l'efficacité des stratégies de luttes « individuelles » (de ceux qui se libèrent du salariat mais demeurent prisonniers du marché), même si ces produits misérables de l'aliénation individualiste intériorisée trouvent un terrain fertile dans les nouvelles classes moyennes des pays riches et alimentent ce que j'ai qualifié « d'alter mondialisme de bobos » (par référence à cette expression parisienne imagée pour désigner les « bourgeois bohêmes »). Le même individualisme intériorisé caractérise la vision de la « multitude » s'étant déjà substituée aux classes et aux nations.

La proposition d'un « revenu social garanti » - RSG – me paraît, en contraste, devoir être retenue et discutée. Je la comprends comme désignant un objectif de la lutte : le combat pour l'adoption du RSG. Que la proposition soit rejetée par les pouvoirs dominants, au prétexte qu'il n'y aurait pas les moyens financiers pour en couvrir le coût social, ou qu'elle « encourageait la paresse » et devrait donc être réduite au minimum (le RMI) ne devrait pas surprendre puisqu'il s'agit d'une revendication ayant le statut de ce que j'appelle une « avancée révolutionnaire ». Car, avec Keynes on peut déjà dire que la moitié du produit social devrait être considéré comme la « propriété de tous », étant le produit du « general intellect » tel qu'il est aujourd'hui.

La proposition fait néanmoins problème. A quelle échelle la revendication devrait-elle être avancée ? L'échelle nationale ? En Europe celle de l'Europe ? Ou l'échelle mondiale ? Et le peut-elle être à cette dernière ? Pourtant le système capitaliste est bel et bien mondialisé et ce qui apparaît être propre à la productivité (élevée) du travail social dans les centres du système est néanmoins tout également le produit de la position dominante de ces centres à l'échelle globale. La proposition se rangera-t-elle alors dans la panoplie des visions « social-impérialistes » ?

